

<http://ffmc95.fr/Liberte-de-manifester-appel-a-manifester-national>



Liberté de manifester : appel à manifester national

- Actualités - Générales -

Date de mise en ligne : mardi 9 avril 2019

Copyright © FFMC Val d'Oise - Tous droits réservés

Nous participons à l'appel à manifester lancé à l'initiative de la ligue des droits de l'homme (LDH) par les 53 signataires contre la loi surnommée anti-casseurs. Un appel qui est soutenu également par 40 groupes dont la majorité des partis politiques de gauche. Un bien parce que plus nombreux, nous sommes plus forts, mais aussi un « danger » de collusion avec des partis politiques, comme on nous en fait souvent le reproche en pareil cas.

Donc comme il y a un parti politique nous ne pouvons défiler officiellement, mais nous vous invitons à vous joindre au cortège avec ou sans les couleurs de la ffmc.

Quelques éléments :

- L'appel est indépendant de toute position politicienne, même s'il s'avère que certains partis annoncent leur soutien.
- La FFMC regrette que seuls ces partis rejoignent l'appel à manifester, ce qui sous-entend que les autres formations politiques semblent avoir oublié « Liberté – Égalité – Fraternité », qui est pourtant une maxime de base de la république et de ses valeurs démocratiques.
- La communication sur ce sujet est trompeuse, à commencer par le surnom « anti-casseurs » de cette loi : c'est trompeur parce que les dispositifs qui permettent de punir les casseurs existent déjà, la preuve en est la communication très large qu'en fait notre gouvernement sur les plus de 2000 arrestations suivies de comparutions dans la semaine qui suit ! Le fichage existe déjà, on en a vu l'efficacité avec les attentats de triste mémoire (et sur les multi-récidivistes, violeurs et autres pédophiles) : ça n'a rien changé ! L'interdiction de lieux de manifestation a toujours existé : la FFMC n'a par exemple JAMAIS eu le droit de manifester sur les Champs-Élysées : ce qui permet de le faire existe donc déjà.
- L'association entre cette loi et les gilets jaunes est un raccourci utilisé par le gouvernement comme chiffon rouge contre le mouvement des gilets jaunes qu'il a bien du mal à juguler. Cette loi est une forme d'extension définitive de l'état d'urgence, avec toutes les dérives imaginables pour empêcher les protestations qui seraient légitimes.

[Lien vers l'article du site FFMC National](#)

[Lire le communiqué de presse](#)